lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
Nº 47
11 JUIN 1969
1 F

le 15 juin

GRÈVE DU 2 VOTE

POUR PRÉPARER LA

GRÈVE GÉNÉRALE

Ni Poher, ni Pompidou !

Ni la peste, ni le choléra !

MALGRE les pressions de toutes sortes, la défection de certains de ses amis centristes et les objurgations de la grande presse presque unanime, M. Poher n'a donc pas abandonné la partie. Il est assez plaisant d'ailleurs de voir ceux qui, au premier tour, ayant choisi l'un ou l'autre des deux candidats, insistaient largement sur des différences, qu'ils étaient les seuls à voir, découvrir le lendemain de l'élection qu'au fond elles étaient assez minimes pour que les partisans de l'un se retrouvent sur l'autre.

M. Poher ne l'a pas entendu de cette oreille. Il est arrivé second, il se maintient. Plus personne ne lui accorde la moindre chance, mais il est vrai que 15 jours avant le premier tour c'est Pompidou que l'on jugeait perdant.

Et malgré les affirmations de ses amis, qui laissent entendre que sa campagne allait cette fois être beaucoup plus incisive, il y a tout à parier que nous allons toujours avoir le plus grand mal à dégager ce qui sépare les deux candidats. Le 15 juin les électeurs vont avoir, encore bien plus qu'au 1er juin, à choisir entre «le changement dans la continuité» ou «la continuité dans le changement». Déjà Pompidou s'est engagé à dissoudre les polices parallèles, qu'en un autre langage on appelle « barbouzes »... s'il est vrai qu'elles existent, a-t-il cependant ajouté. Mais si six ans comme Premier ministre ne lui ont pas permis de s'apercevoir et de se convaincre de leur existence, sept ans à la présidence ne lui suffiront pas davantage. M. Poher de son côté a réaffirmé avec force que la constitution gaulliste lui semble bonne. Le début de la campagne officielle ne nous laisse donc aucune illusion. Pendant 8 jours, jusqu'au scrutin de dimanche prochain, chacun des deux candidats va s'efforcer au maximum de singer l'autre. Les électeurs voteront bien davantage sur l'idée mythique qu'ils peuvent se faire - ou plutôt qu'on a dressé pour eux - de chacun des deux candidats que pour un programme. Ainsi le veut le système électoral en régime bourgeois.

Une grande partie de la bourgeoisie, elle, semble maintenant préférer Pompidou. L'attitude de la grande presse, la défection d'un certain nombre d'hommes politiques qui avaient soutenu Poher au premier tour nous le montrent. Bien sûr, ce n'est pas non plus à cause du programme des deux candidats. Pas plus que l'électeur moyen, la bourgeoisie n'est certainement capable de distinguer deux programmes qui se ressemblent trait pour trait. Et elle sait bien d'ailleurs que ni l'un ni l'autre ne se sentent engagés en quoi que ce soit par ce qu'ils promettent aujourd'hui à ceux dont ils sollicitent les suffrages. Et l'un et l'autre ont donné sufisamment de gages en la matière sur ce point.

Ce qui semble faire pencher la balance en faveur de Pompidou c'est qu'il semble le plus apte à assurer la continuité, le changement étant seulement réservé aux discours électoraux. L'insistance de Poher interrogé sur les antennes de Radio-Luxembourg vendredi soir à assurer qu'il envisageait fort bien de gouverner avec la majorité gaulliste actuelle, montre que lui aussi a senti où pouvait être son point faible.

L'élection de Poher, ce serait un risque important - malgré les affirmations répétées du candidat à la présidence - d'une dissolution à brève échéance de l'assemblée. Le principal atout de Pompidou est bien en effet la cohésion du camp gaulliste. Beaucoup prédisaient qu'en cas de départ du général ses troupes s'éparpilleraient et s'entrégorgeraient entre elles. Or bien loin de là le départ de de Gaulle a au contraire resserré l'unité. Certains qui avaient quitté le « clan », suivant l'expression de Poher, juste avant le référendum pour faire campagne pour le non, tel Giscard d'Estaing et ses amis, sont revenus à M. Pompidou. D'autres, tels Duhamel et une partie des centristes, qui avaient abandonné de Gaulle depuis bien plus longtemps encore, ont rejoint également Pompidou. Celui-ci constitue aujourd'hui un pôle d'attraction plus grand que de Gaulle avant le 27 avril.

Est-ce instinct de conservation de la part des députés et notables gaullistes ? Est-ce un choix politique parce que Pompidou apparaît à la droite le plus apte à remplir les fonctions de président ? Toujours est-il que le camp gaulliste n'a pas éclaté avec le départ de son chef et que celui-ci semble aujourd'hui remplacé.

L'espoir de Poher d'éviter la dissolution de l'assemblée, était de pouvoir détacher une partie des députés U.D.R. pour les rallier à un gouvernement dont les centristes auraient été l'axe. Plus le camp gaulliste manifeste de cohésion, moins sont fortes les tendances centrifuges en son sein, et plus cet espoir s'amenuise. Et moins grandes sont les chances de Poher de pouvoir éviter, s'il est élu, de dissoudre l'assemblée. Et plus ses chances d'être élu s'amenuisent également.

Bien sûr, cela ne signifie pas que les rapports entre Pompidou et l'assemblée seront exactement les mêmes que ceux qui existaient entre la même assemblée et de Gaulle. Les petits clans qui existent à l'intérieur de la grande tribu gaulliste et qui font taire leurs querelles aujourd'hui, se manifesteront sans doute plus aisément face à un Pompidou qu'au général. En ce sens Pompidou devra tenir compte davantage de l'assemblée. Mais aujourd'hui c'est presque un atout supplémentaire pour Pompidou, car cette perspective facilite le ralliement d'une partie des centristes qui espèrent bien que même avec Pompidou, ils auront désormais à nouveau voix au chapitre et sans doute la possibilité d'acquérir quelques portefeuilles.

Tout cela bien sûr ne peut intéresser que la bourgeoisie et son personnel politique. Pour nous, nous n'avons pas à choisir entre deux hommes qui sont décidés fondamentalement à suivre les mêmes intérêts : ceux du capital. Même la perspective plus probable d'une crise politique dans le cas de l'élection de Poher ne peut nous faire pencher de son côté. Car une crise politique dans le système bourgeois n'est favorable aux travailleurs que lorsque ceux-ci sont prêts à en profiter, c'est-à-dire organisés pour la lutte, avec un programme et une solution à cette crise. Et aujourd'hui la tâche des révolutionnaires est de travailler à mettre sur pied cette organisation et à élaborer ce programme.

Le 15 juin les travailleurs conscients ne choisiront pas entre la peste et le choléra. Ils s'abstiendront de prendre part à la mascarade électorale organisée par la bourgeoisie.

La voie éléctorale vers le socialisme :

un cul-de-sac

LA dernière consultation politique a mis en évidence une fois encore l'énorme poids de la droite sur le plan électoral.

Les deux candidats de la droite, Poher et Pompidou, recueillent en effet au total près de 70 % des suffrages exprimés alors que les quatre candidats de gauche (communiste, P.S.U., socialiste et trotskyste) n'en totalisent qu'un peu plus de 30 %. Et ce pourcentage ne peut nullement s'expliquer par une quelconque « division de la gauche ». Car, à 1 % près, c'est celui qu'avait obtenu, le 5 décembre 1965, François Mitterrand, alors candidat unique de la gauche. Fut-il arrivé en seconde position devant Poher, que Duclos n'eut sans doute pas fait mieux.

Mais le fait que depuis des dizaines d'années tant la SFIO que le PCF aient cherché à tout prix à faire croire que la voie du socialisme passait par le bulletin de vote a fait souvent oublier que ceux qui ont des aspirations socialistes, c'est-à-dire les travailleurs, ne formaient qu'une fraction très minoritaire de la population et qu'en l'occurrence attendre d'on ne sait quel miracle, qu'ils parviennent à la majorité électorale tenait du crétinisme le plus pur.

Quelle fraction exacte de la population représentent les travailleurs ?

En 1962, date du dernier recensement complet, la population du pays s'élevait à 47 millions d'habitants dont 19 millions d'actifs et 27 millions d'inactifs.

Sur les 19 millions d'actifs, la part des salariés était à peu près la suivante :

Ouvriers	6,6 *millions*
Employés	2,5 *millions*
Personnel de service ..	1,0 *million*
Cadres moyens	1,5 *million*
Salariés agricoles	0,95 *million*
Total :	12,5 *millions*

Face à ces 12,5 millions de salariés se dressait un bloc de 6,5 millions d'agriculteurs, de petits commerçants, de professions libérales, de cadres supérieurs, d'artisans et de capitalistes, catégories qui, en règle générale, constituent la base sociale de l'ordre établi.

Mais les statistiques sociologiques et l'arithmétique électorale sont deux choses assez différentes.

Sur ces 12,5 millions de salariés, on dénombrait environ 1,8 million de travailleurs immigrés et environ 2 millions de jeunes travailleurs âgés de 16 à 20 ans qui n'avaient pas le droit de vote. Le nombre de salariés votant était donc ramené à 8,7 millions.

Et, parmi ces salariés, certains, tels les cadres moyens ou une partie du personnel de service et des employés,

Suite page 3

L'abstention du P.C.F

AINSI, dès le lendemain du premier tour de scrutin le Parti Communiste prenait position en faveur de l'abstention. Dans une déclaration sans ambiguïté, le Comité Central appelait « ses électeurs, tous ceux qui luttent pour un changement de politique à refuser leurs suffrages aux deux candidats réactionnaires ».

Pour la première fois dans son histoire, le P.C.F. prenait la responsabilité de préconiser l'abstention dans un vote d'importance nationale. Venant après les « abstentions-trahison » du printemps dernier, après les « s'abstenir, c'est faire le jeu de De Gaulle » du dernier référendum du 27 avril, cette décision a de quoi surprendre et la presse bourgeoise s'est étonnée de ce brusque accès de « gauchisme » chez le grand parti raisonnable. Et même certains jeunes militants à l'extrême gauche se demandent à leur tour si le P.C.F. rompant avec des années de politique réformiste, voire révisionniste, n'est pas en train de renouer avec la tradition révolutionnaire. Tant il est vrai que la position du P.C.F. est la seule réponse électorale valable lorsqu'on se place du point de vue des intérêts des travailleurs.

Cela étant dit, ce n'est pas dans ces considérations que l'on peut trouver les motivations du P.C.F.. Le P.C.F. n'a pas changé de nature dans la nuit du 1er au 2 juin, il n'a même pas changé de politique.

Il n'avait en fait le choix qu'entre deux positions : s'abstenir ou soutenir la candidature de Poher. Chacune de ces positions présentaient des avantages, des inconvénients, voire des risques. Et c'est finalement l'orientation générale et permanente du parti, vers l'union « des forces ouvrières et démocratiques » qui a déterminé son choix.

En effet depuis plus de vingt ans, depuis que le P.C.F. fut en 1947 contraint de quitter le gouvernement, toute sa politique tend à permettre son retour. Ce n'est pas une volonté originale, c'est celle de tout parti bourgeois ou réformiste : parvenir à entrer dans les combinaisons électorales que la situation autorise. Le P.C.F. se veut et il le proclame ouvertement raisonnable, responsable, national en un mot « parti de gouvernement ». Baptisé « voies pacifiques et démocratiques vers le socialisme » son programme n'est autre que celui des réformistes classiques, celui de la social-démocratie d'il y a cinquante ans.

Mais tel qu'il est, le P.C.F. ne peut parvenir au gouvernement comme un vulgaire parti réformiste. Et s'il y parvint de 1945 à 1947, s'est à la suite de circonstances exceptionnelles dont la moindre ne fut pas la volonté du général de Gaulle. C'est que le P.C.F. souffre aux yeux des bourgeois de deux tares congénitales : son origine « internationaliste » qui devait en fait soumettre sa politique nationale aux exigences de la diplomatie extérieure de l'Union soviétique et enfin son origine sociale, c'est-à-dire ses liens avec la classe ouvrière, liens qui assurent sa force et son poids dans le pays et auxquels il sacrifie quand il y est contraint ses aspirations « gouvernementales ». Ce fut le cas en 1947 lorsque après la grève Renault d'avril, quand il choisit de démissionner du gouvernement plutôt que de se laisser « déborder sur sa gauche ». Ce fut surtout le cas en mai 1968 lorsqu'il se lança dans la grève générale, dans la même crainte d'un débordement sur sa gauche.

Ces deux tares font du P.C.F. un parti réformiste pas comme les autres, un parti dont la bourgeoisie se méfie, un parti « inintégrable » dans le corps national.

C'est ainsi que de 1947 à 1958, le P.C.F. qui était le premier parti électoral de France fut exclu de toutes les combinaisons gouvernementales — et l'on sait que la IVe République en a été riche ! Dans ce contexte, la seule chance pour le P.C.F. de parvenir au gouvernement passe par l'alliance avec la S.F.I.O. Cette S.F.I.O. qui fut élue en 1955 avec les voix des « communistes » et qui en 1958 alla avec bien d'autres il est vrai — chercher de Gaulle à Colombey. Le gaullisme, en remettant pratiquement toutes les décisions entre les mains d'un seul homme, devait peu à peu rejetter la S.F.I.O. dans le camp de l'opposition respectueuse. Des perspectives « unitaires » s'ouvrait alors à nouveau pour le P.C.F. qui emboucha de plus belle la trompette de « l'union des forces ouvrières et démocratiques ». La candidature Mittérand en 1965 fut le fruit de ces longs efforts souvent contrariés.

Quant à la S.F.I.O., elle ne passe par le « front » avec le P.C.F. que lorsqu'elle n'a pas d'autres marche-pied pour parvenir au gouvernement. Précisément aujourd'hui, elle en dispose d'un autre ou du moins elle l'a cru. Cet autre marche-pied c'est le centre. En présentant Defferre pour faire échec à une candidature unique de la gauche, la S.F.I.O. voulait certes éviter toute possibilité d'un éventuel front populaire, mais elle voulait surtout se placer auprès du centre.

Son soutien à la candidature Poher n'a pas d'autres significations. Si Poher passait et s'il dissolvait la chambre, décidément trop gaulliste, il ne pourrait trouver une nouvelle majorité de gouvernement qu'avec une alliance avec la S.F.I.O., revenue par le jeu des apparentements en force à l'Assemblée.

Dans cette situation, le P.C.F. se retrouverait complètement isolé et à nouveau enfermé dans un ghetto parlementaire, sans aucune perspective de participation

Cela le P.C.F. le sait parfaitement et c'est ce qu'il cherche à éviter. Soutenir Poher cela revient à relever une S.F.I.O. bien malade — le résultat des présidentielles l'a montré — et cela sans aucun profit pour lui. Le P.C.F. a besoin de la S.F.I.O. pour parvenir au gouvernement — ce qu'il appelle union des forces ouvrières et démocrates — mais il ne lui imposera l'unité que lorsque la S.F.I.O. sera au bout de son rouleau.

En refusant de soutenir Poher, le P.C.F. ruine en partie l'échaffaudage centriste-socialiste, que la S.F.I.O. s'était cru capable de construire. Cela ne la rejetera pas dans les bras du P.C.F., mais cela aura le mérite de lui montrer clairement qu'elle ne peut aujourd'hui se passer de son alliance.

C'est pourquoi, le P.C.F. présente l'abstention comme un moyen de contribuer à cette union des forces ouvrières et démocratiques et appelle « ses électeurs à soutenir sa lutte unitaire ».

Ces considérations sont les considérations de fond, car depuis plus de vingt ans, c'est par rapport à la S.F.I.O. que le P.C.F. détermine sa tactique. Bien entendu, ce ne sont pas les seules et il est probable que l'hostilité ouverte marquée par Moscou à l'égard de Poher l'atlantiste a également influencé la décision du P.C.F. Entre deux réactionnaires, le P.C.F. ne pouvait choisir de soutenir celui dont la politique étrangère est la moins conforme aux intérêts de Moscou. Néanmoins, ce ne fut sans doute là, qu'une raison secondaire et non déterminante.

Mais la décision sans précédent prise par le P.C.F. risque de le placer dans une situation difficile vis-à-vis de son électorat. On n'engage pas pendant des dizaines d'années ses militants et ses électeurs à « voter utile » sans que le tournant soit dur à prendre.

Le P.C.F. va devoir aujourd'hui s'opposer aux illusions électoralistes qu'il a

pendant si longtemps contribué à maintenir et développer. Il lui faudra répondre à l'accusation : « abstenir, c'est faire le jeu de Pompidou ». Le P.C.F., par la voix de l'« Humanité » et par affiches, à déjà entrepris de répondre et de faire campagne pour une abstention massive et active. En fait, il est possible qu'une bonne partie des électeurs du P.C.F. aillent quand même voter Poher, cela n'est pas gênant pour le parti qui vient au premier tour de remporter un succès sur le plan électoral et de démontrer publiquement la force et l'étendue de son implantation.

Le P.C.F. reste sur une victoire relative et en prônant l'abstention, il n'a rien à perdre car il sera bien difficile de reconnaître la couleur politique des voix comptabilisées et des abstentions.

En fait, ce n'est pas vis-à-vis de son électorat que le P.C.F. prend des risques en préconisant l'abstention, c'est surtout vis-à-vis de ses propres militants. Et là encore, soyons-en sûrs, le P.C.F. a dû peser et apprécier ses risques avant de prendre sa décision. En reconnaissant que pour une période de trois ans au moins, la voie électorale est bouchée, le P.C.F. va se trouver contraint d'utiliser d'autres voies, d'autres terrains de lutte. Et à ce moment où toute la presse s'accorde pour nous prédire un automne « chaud », marqué par les tempêtes de l'inflation, la surchauffe de la dévaluation.

Il est probable en effet que la rentrée verra se multiplier les actions revendicatives, mais de là à la grève générale, à la réédition d'un mai 1968, il y a un énorme pas à franchir.

La volonté de généraliser la grève, le P.C.F. ne l'a pas plus qu'en mai dernier et il escompte, cette fois, ne pas s'y trouver contraint par les circonstances. Il faut dire qu'il a, depuis, mesuré la force réelle des « gauchistes » dans les entreprises. Il sait que les gauchistes sont beaucoup plus implantés au quartier latin et dans les facultés que dans les usines, il sait aussi que si les ouvriers regardent les gauchistes avec sympathie, cette sympathie ne s'est pas encore transformée en confiance active. Il sait enfin que l'extrême-gauche est divisée, déchirée et que cet éparpillement manifeste est aujourd'hui la plus grande cause de la réserve des travailleurs à l'égard des gauchistes. Il espère enfin que si dans telle ou telle entreprise, le mouvement « part » des gauchistes, comme en mai dernier, il sera capable, comme en mai dernier, de le contrôler et cette fois de limiter. Il se trompe peut-être, car les ouvriers gauchistes représentent plus qu'eux-mêmes, car ce qu'ils expriment c'est finalement ce qui est conforme aux intérêts de tous les travailleurs.

Mais à tort ou à raison, le P.C.F. pense ne pas devoir craindre de véritable débordement à gauche, dans cette situation, il est tout à fait permis de penser qu'il se sentira libre de lancer des actions limitées mais dures, des grèves partielles, catégorielles, tournantes, peut-être même des mouvements de longue durée dans tels ou tels secteurs. Cela s'est déjà vu et de 1947 à 1958, la C.G.T. s'est montrée plusieurs fois « aventuriste ». Mais bien sûr sans pour autant changer de nature, sans pour autant cesser de donner comme objectif à ces actions, la politique réformiste de participation au gouvernement bourgeois par l'intermédiaire de l'« union des forces ouvrières et démocratiques ».

Néanmoins, et quelles qu'en soient ses motivations, la politique d'abstention préconisée par le P.C.F. ne pourra que « gauchir » ses militants. En les faisant douter de l'électoralisme, elle les rendra plus sensibles aux arguments des révolutionnaires et à leur pression dans les entreprises. Il est décisif aujourd'hui pour les gauchistes de le comprendre et passant outre à leurs divisions internes, d'apparaître comme une force unie capable d'attirer à elle non seulement les ouvriers sympathisants avec le « gauchisme » mais encore les militants les plus sincères et les plus dévoués du P.C.F.

La voie éléctorale : un cul-de-sac

(Suite de la page 2)

est, de par ses origines sociales, liée à la petite bourgeoisie et réagit souvent comme elle sur le plan politique. C'est pourquoi, au niveau du bulletin de vote, les travailleurs sont rarement gagnants.

Et ce rapport est encore plus défavorable si on tient compte de l'ensemble de la population. Car sur les 27 millions de non-actifs, 6 millions environ étaient des personnes âgées de plus de 65 ans et qui disposaient elles aussi d'un bulletin de vote.

Et, si beaucoup étaient des travailleurs retraités, il n'empêche que les petits rentiers, les vieux commerçants, les anciens des professions libérales, etc., constituaient sans doute la majorité.

Et cette situation est la même dans tous les pays capitalistes où la classe ouvrière ne constitue qu'une minorité de la population active. Une minorité qui produit toutes les richesses mais une minorité quand même qui, aux yeux de la législation bourgeoise, n'a que la possibilité de s'incliner « démocratiquement » devant la majorité de ceux qu'elle fait vivre ou qu'elle enrichit.

C'est la fameuse voie parlementaire vers le socialisme qu'offrent à la classe ouvrière les partis réformistes sociaux démocrates et révisionnistes.

Comme l'espoir fait vivre, on explique aux travailleurs que des temps électoralement meilleurs reviendront sans doute et qu'alors il sera possible de conquérir le pouvoir par les urnes.

Mais, en fait, en France, jamais les parti « ouvriers » socialistes et communiste n'ont pu atteindre la majorité électorale. Les meilleurs scores réalisés en la matière par le tandem S.F.I.O.-P.C.F. le furent juste après guerre, époque où ils obtinrent 49,9 % des voix (21 octobre 1945), 47,30 % (2 juin 1946) et 46,4% (10 novembre 1946). Mais il ne faut pas oublier qu'alors le P.S. et le P.C.F. étaient au gouvernement aux côtés de De Gaulle et qu'ils s'employaient à faire retrousser les manches à la classe ouvrière pour remettre en selle la bourgeoisie française. Il serait donc plus qu'hasardeux de prétendre que toutes les voix qui se portèrent sur ces deux formations indiquaient la volonté « socialiste » des votants. Toute une partie de la petite bourgeoisie patriotarde vota sans doute à « gauche » persuadée que le P.C.F. et la S.F.I.O. étaient les seuls capables d'assurer l'ordre bourgeois ! Et en ce sens, l'histoire leur donna raison même en avril 1936, les élections qui aboutirent au Front Populaire ne donnèrent que 12,45 % des voix au P.C.F. et 17 % à la S.F.I.O., soit au total moins de 30 %.

Mais depuis cette date, l'électorat traditionnel de la S.F.I.O. s'est effrité (23 % en 1945, 17 % en 1946, 15 % en 1956, 12 % en 1962) effritement masqué en partie par la création de la F.G.D.S. avec les radicaux (16,50 % en 1968).

Le P.C.F. de son côté, après avoir atteint le record de 28,6 % en novembre 1946, est tombé autour de 25 % dans la période de 1951 à 1956 pour s'effondrer à 18,9 % en 1958. Depuis cette date, il s'est maintenu entre 20 % et 22 %.

Mais minoritaire dans la nation, la classe ouvrière n'en constitue pas moins la force déterminante de la société moderne. Il suffit qu'elle se mette en grève pour que toute la vie sociale soit frappée de paralysie.

Car les travailleurs sont à la base de la production de toutes les richesses sociales. L'ensemble de la société ne peut vivre et prospérer que sur leur travail.

Là est leur puissance à condition bien sûr qu'ils en prennent conscience.

C'est pourquoi, pour les prolétaires, la véritable lutte est celle qui se mène dans les entreprises, sur les lieux mêmes de la production, dans les centres névralgiques du capitalisme moderne que sont les entreprises.

Faiblesses d'une campagne éléctorale

BIEN que les feux de l'actualité électorale ne soient plus braqués sur les révolutionnaires, il est utile de revenir sur quelques leçons de la campagne électorale de l'extrême-gauche. Car cette campagne, si elle était le signe d'un renforcement du courant révolutionnaire depuis mai, était aussi révélateur des faiblesses congénitales dont il souffre.

Nous avons eu l'occasion de souligner à plusieurs reprises le caractère positif de la candidature Krivine. Pour la première fois, un groupe révolutionnaire, en l'occurrence la Ligue communiste, a été capable de présenter un candidat aux élections présidentielles. Malgré le refus clair de la Ligue communiste de présenter en commun, avec les autres tendances un candidat unique de ce que l'on a convenu d'appeler les forces de mai, alors que cela était possible, alors que cela aurait dû en tout cas être tenté, ceux des révolutionnaires qui mettent les intérêts de l'ensemble du mouvement avant ceux de leurs propres boutiques, ne pouvaient que se réjouir de la candidature « gauchiste ». Avant tout parce que cette candidature avait incontestablement facilité le travail d'explication et de propagande auprès des travailleurs dans une période de grande sensibilisation politique. Et puis, notre tendance qui centre ses efforts sur le travail de propagande et d'implantation dans les entreprises est bien placée pour estimer à sa juste valeur les possibilités offertes par l'usage de la radio et de la télévision, fut-il pendant un temps très court.

Les militants révolutionnaires, pour s'exprimer, pour exprimer leurs idées devant leurs camarades de travail se heurtent à de multiples difficultés. Interdiction de « faire de la politique » dans l'entreprise, interdiction de vendre sa presse, de diffuser ses tracts dans les ateliers. Et quand les difficultés causées par l'interdiction patronale sont surmontées, le militant révolutionnaire se heurte à un deuxième barrage, celui du P.C. qui fait systématiquement la chasse aux idées révolutionnaires et à ceux qui les diffusent.

Or, voilà que pour une fois, des révolutionnaires avaient la possibilité de s'adresser à des millions de travailleurs, de leur montrer clairement ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent, ce pourquoi ils luttent. Ils avaient la possibilité d'expliquer concrètement quel type de société nous voulons construire, que sera le socialisme. De façon à ce que tout ouvrier qui a suivi la campagne puisse comprendre et retenir les buts de ces révolutionnaires que la presse bourgeoise comme la presse stalinienne s'évertuent à décrire sous des couleurs fantaisistes.

Ce travail n'a pas été fait, ces possibilités n'ont pas été exploitées. Non seulement la Ligue a été incapable de présenter un programme révolutionnaire, mais elle n'a pas su trouver un langage clair et intelligible, susceptible de toucher la large masse des travailleurs. Qu'on ne nous accuse pas de procès d'intention.

Laissons même de côté l'expérience de nos camarades qui, dans leurs entreprises, ont dû expliquer, traduire ou refaire auprès de leurs compagnons de travail ce qu'ont dit, ce que voulaient dire ou ce qu'ont omis de dire les camarades de « Rouge » à la radio ou à la télévision. Mais les camarades de la Ligue ont déjà eu le temps de théoriser leur incapacité.

C'est ainsi que dans l'éditorial de leur hebdomadaire du 21 mai, ils ont annoncé à qui ils entendaient s'adresser : « C'est à l'avant-garde de la classe ouvrière et de la jeunesse qu'il (le candidat) s'adresse. Il ne fait aucune concession politique à « l'électeur moyen », c'est-à-dire au travailleur mystifié par l'idéologie bourgeoise. »

Mais camarades, les travailleurs « mystifiés par l'idéologie bourgeoise » — ou révisionniste, ce qui n'en est qu'une des variantes — constituent la majorité, la quasi totalité de la classe ouvrière. Et ce sont précisément ces travailleurs, en particulier ceux qui votent régulièrement P.C. qu'il nous faut gagner à nos idées ! Il n'est pas question de « concession politique », mais simplement de tenir un langage qui soit compréhensible de ces travailleurs, qui soit LEUR langage. Et tenir leur langage ne signifie pas prendre l'accent faubourien, mais lier les perspectives socialistes à leurs préoccupations, à leur expérience quotidienne. Car si « l'avant-garde » auquel la Ligue entendait limiter ses explications est constituée par ceux qui sont susceptibles de comprendre un jargon pour initiés, sans grand rapport avec les préoccupations réelles des travailleurs, cette « avant-garde » est alors singulièrement restreinte numériquement... et intellectuellement.

C'est faire preuve d'un certain manque de responsabilité — et c'est le moins qu'on puisse dire — que d'expliquer explicitement ou implicitement que les révolutionnaires n'ont rien à dire à l'immense majorité des travailleurs, à tous ceux qui, « mystifiés », votent pour Duclos, Defferre ou même pour Poher ou Pompidou.

Ajoutons que, en tenant un langage incompris des travailleurs, de toute manière, on s'interdit même de gagner l'avant-garde. Celle-ci ne pourra être convaincue que si nous faisons la preuve de notre efficacité, de l'efficacité de nos idées, que si les militants ouvriers qui viennent à nous peuvent vérifier que le langage révolutionnaire ne les coupe pas de la masse de leurs compagnons de travail, bien au contraire.

Le manque de compétence révélé par la Ligue au cours de sa campagne n'est pas fortuit. Il n'est que l'illustration de son incapacité d'orienter ses efforts vers un travail d'implantation dans les entreprises. On ne peut, en effet, pas demander à la Ligue de savoir s'adresser à la masse des travailleurs pendant la campagne électorale, alors qu'elle ne le fait pas tout au long de l'année.

La Ligue croit bon de devoir s'indigner quand nous leur faisons fraternellement reproche de leurs insuffisances et de leurs carences. Dans ce domaine, elle estime, avec une mauvaise foi certaine, que nous reprenons à notre compte le slogan des staliniens « Krivine, à l'usine ». Il ne s'agit pas de cela, « Rouge » le sait bien. Des militants d'origine petite-bourgeoise peuvent parfaitement militer en direction de la classe ouvrière sans pour autant aller à l'établi. Mais encore faut-il qu'ils aient la volonté de se mettre à l'école de la classe ouvrière, qu'ils placent au centre de leurs préoccupations, la nécessité de se faire comprendre d'elle. Encore faut-il qu'ils se sentent responsables de chacune de leurs actions, de chacun de leurs gestes devant la classe ouvrière.

La Ligue a préféré présenter un candidat avec ses seules forces, plutôt que mettre toutes les chances du côté des idées révolutionnaires, en armant son candidat des capacités réunies de l'ensemble des groupes révolutionnaires. C'est en cela que réside son principal manque de responsabilité, face à la classe ouvrière d'une part, face à nos adversaires, d'autre part.

Nous, révolutionnaires, nous sommes certes forts de nos idées. Elles sont les seules à montrer au prolétariat le chemin de son émancipation, c'est en cela que réside notre supériorité sur les réformistes de tout poil.

Mais nos idées ne servent à rien, si elles sont réservées à l'usage des milieux intellectuels, d'où nous puisons les uns et les autres le plus clair de notre recrutement. Et notre devoir fondamental, celui dont la réussite conditionne tout le reste, c'est d'implanter nos idées dans la classe ouvrière.

Or, dans ce domaine, presque tout reste à faire. Dans ces conditions, rien de plus néfaste que de chercher à s'illusionner, à prendre ses désirs pour la réalité. Que dire par exemple des satisfecit que se décerne « Rouge » à chaque détour de phrases de son numéro post électoral, à commencer par le slogan lancé en première page : « Organiser les électeurs rouges en militants révolutionnaires » Ou alors ce passage rendant compte du meeting tenu à Toulouse : « L'assistance réunie par la Ligue Communiste dépasse celle du P.S.U. et approche celle du P.C.F... C'est dire l'importance d'un tel meeting qui révèle l'équilibre du rapport de force militant atteint entre nous et le P.C.F. ».

Les camarades de « Rouge » pensent-ils sérieusement ce qu'ils disent ? Si oui, ils font vraiment la preuve de leur ignorance totale des rapports de forces au sein de la classe ouvrière, seul rapport de forces qui nous intéresse dans ce genre de comparaisons.

De telles affirmations prêteraient à sourire, si elles ne révélaient pas un manque de sérieux dramatique pour l'ensemble du courant révolutionnaire.

C'est justement ces attitudes, ces pratiques qu'il faut changer. Sinon, l'extrême-gauche pourra capitaliser sur un candidat, deux cents ou trois cent mille voix, mais elle restera une force marginale sans aucune influence sur la classe ouvrière.

L'unité des révolutionnaires

LES anarchistes aussi auraient pu soutenir la candidature Krivine.

Dans un bulletin, intitulé « L'Anarcho-syndicaliste », édité par l'Union des Anarcho-syndicalistes, un militant de cette tendance écrit à propos des élections et des militants révolutionnaires :

« Et peut-être (je pose la question) n'est-il pas mauvais qu'un de ces militants, Krivine — quoi qu'on puisse penser de l'idéologie qu'il défend et des moyens qu'il envisage pour la mettre en pratique — lance à la tête de dizaines de millions de spectateurs que « l'électoralisme est une farce, que les organisations dites « ouvrières » ne le sont pas, que le programme commun est impossible.

Il est bon que le plus extraordinaire moyen d'information qu'aucun révolutionnaire ait jamais rêvé d'utiliser serve à ouvrir les yeux d'une masse de travailleurs qu'une propagande à la petite semaine n'aurait jamais touchés. On peut en discuter. Quant aux résultats du vote, aucune importance, l'essentiel est que des questions soient posées et qu'ensuite on en débatte. »

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris [illegible]51-10

CONCURRENCE SÉVÈRE ENTRE LE FIL DANS L'EAU ET LE BULLETIN DANS L'URNE

(les requins et la pêche à la ligne)

QUAND les révolutionnaires, bien avant le deuxième tour, dénonçaient la farce électorale, ils ne croyaient pas si bien dire.

L'appel à l'abstention par le P.C.F. a achevé de déboussoler le système électoral.

Les deux concurrents restant en piste n'en sont plus à se disputer les électeurs mais à leur faire la chasse.

Ils essaient de débusquer les votants de leur coin tranquille : à la pêche, ou en vacances, ou aux 24 heures du Mans. D'où le soudain engouement pour le vote par procuration et la délicate attention qui consiste à avancer de huit jours l'ouverture de la pêche, pour permettre aux adeptes de ce sport de se rendre aux urnes le 15 juin.

Jusqu'où iront-ils ces rabatteurs sans vergogne pour nous attirer aux urnes ? Sûrement pas jusqu'à faire voter les jeunes et les travailleurs immigrés. Sûrement pas jusqu'à proposer un programme social.

Mais faute de cela, ces messieurs les candidats à la « magistrature suprême » ne peuvent plus que s'abaisser à concurrencer l'humble poisson des rivières bien qu'ils soient plutôt de la famille des requins.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

« Il fallait un larbin. » (U.P.I.)

La conférence mondiale des P.C. à Moscou :

UN CONCILE... D'INCONCILIABLES

APRES de longs et laborieux préparatifs, la Conférence Mondiale des Partis Communistes s'est ouverte, la semaine dernière à Moscou. 86 partis y avaient été invités, 75 sont présents, dont 2 à titre d'observateur (Cuba et la Norvège). C'est là un succès estiment les organisateurs qui se réjouissent du fait que la réunion ait pu se tenir, à Moscou, qui plus est. Les dirigeants du Kremlin, qui ont vu, ces dernières années, leur hégémonie sur le mouvement communiste mondial de plus en plus contestée, en sont réduits à rechercher de telles manifestations de fidélité, toutes symboliques.

Mais si la réunion de famille a pu en fin de compte se tenir, l'harmonie est loin de régner en son sein. Il y a de nombreux cadavres dans les placards, c'est de notoriété publique, et les ronds de jambes, les coups de chapeau, les sourires, cachent mal les oppositions et les divergences. Les bureaucrates russes et leurs alliés voudraient bien que l'on condamne l'activité « scissioniste de la clique de Mao », mais ne souhaite pas que l'on évoque l'affaire tchécoslovaque. Les Roumains et les Italiens s'opposent à ce que la conférence aboutisse à l'excommunication de qui que ce soit. En fin de compte, un « modus vivendi » a, semble-t-il, été accepté : la résolution finale n'évoquera pas le problème de la Chine, ni l'intervention des Cinq en Tchécoslovaquie.

C'est là, on peut le constater, une base sérieuse de discussion. On tranchera de tout, sauf des questions litigieuses. C'est là ce que Georges Marchais présentait, il y a quelques mois, comme « un enrichissement important, précieux des vues », du mouvement communiste mondial. Il suffit de baptiser carpe le gigot, le tour est joué. Et le révérend Marchais s'y entend !

La cause est entendue, la conférence va se dérouler, selon le ronronnement traditionnel. De temps en temps, une délégation lancera une note discordante, mais prévue. Enfin, on votera une résolution, préétablie, confectionnée de façon à recueillir l'ensemble des suffrages, ni chèvre, ni choux.

C'est la troisième fois depuis la guerre, que les partis communistes tiennent une conférence internationale à Moscou. Les deux précédentes réunions donnaient une impression factice d'unité, car si les conflits qui, aujourd'hui, déchirent le mouvement révisionniste international couvaient déjà, ils n'apparaissaient pas encore au grand jour. En 1957, lors de la célébration du quarantième anniversaire de la révolution d'octobre, en 1960, lors de la conférence des quatre-vingt-un partis communistes, l'entente entre les différents partis semblait la plus totale. Le P.C. chinois reconnaissait en 1957 que « les partis communistes de tous les pays ne doivent avoir qu'une seule tête, et cette tête, c'est le parti communiste soviétique » ; en 1960, il votait une résolution reconnaissant que « la coexistence pacifique... est la base immuable de la politique étrangère des pays socialistes ». Rien, dans tout cela, n'a, bien entendu, empêcher les conflits d'éclater, car les solennelles déclarations restèrent lettres-mortes.

Car, depuis des années, le monolithisme qui régnait du vivant de Staline, au sein du mouvement stalinien, s'est peu à peu effrité. Les différents appareils nationaux, forts d'une assise sociale large dans leur pays, ont cherché à distendre les liens avec Moscou.

Aujourdhui, le monolithisme, même de façade, n'existe plus ; Moscou en est réduit à procéder, périodiquement à de symboliques cérémonies rituelles, sans signification. Même pour cela, les Brejnev et Kossyguine rencontrent les pires difficultés. Ils doivent multiplier les garanties, assurant par avance que, de toute façon, ce qui sera décidé n'aura guère d'importance, et que cela n'engagera personne. Et les délégations, même les plus proches des Soviétiques ne se font faute de le rappeler. Même le bonasse Waldeck Rochet qui, dans son intervention à la conférence, déclare : « Les partis communistes sont indépendants et égaux en droit... Il ne saurait y avoir aujourd'hui des partis « dominants » et des partis « subordonnés », pas plus qu'il n'y a et qu'il ne saurait y avoir un « centre » ou plusieurs « centres » dirigeant l'activité des partis communistes. » Cela dit, en toute fidélité.

Chaque délégation quittera donc Moscou, la conférence finie, sur ses positions. Le « concile du communisme mondial » — jamais ce vocable à résonance religieuse ne fut plus de mise — n'aura réussi sous le clinquant du cérémonial, qu'à masquer les profondes lézardes du mouvement stalinien.

Ota Sik (U.P.I.)

En Tchécoslovaquie :

DUBCEK, HUSAK N'ONT RIEN TRAHI SI CE N'EST LES ILLUSIONS POPULAIRES

DEPUIS que Dubcek a regagné les coulisses de la politique tchécoslovaque pour abandonner le devant de la scène à Husak, cet homme « sérieux », « énergique », « intelligent », qui saurait, aux dires de beaucoup, préserver l'essentiel pour ne céder aux pressions extérieures que l'indispensable, la tragédie de la « normalisation » en Tchécoslovaquie touche à sa fin. Après ce dernier acte de la session plénière du Comité Central du Parti Communiste qui s'est tenue du 29 mai au 3 juin, on ne voit plus très bien comment la « normalisation » pourrait aller plus loin, car les pressions extérieures sont parvenues à ce que non seulement l'indispensable, mais aussi l'essentiel soit cédé.

Que reste-t-il de janvier ? D'après janvier, presque rien, mais d'avant janvier presque tout, sauf... Novotny.

Après l'étranglement progressif, au cours des derniers mois, des moyens d'information : rétablissement de la censure préalable sur la presse, la radio, la télévision, élimination des rédacteurs en chef d'une trentaine de publications, suspension définitive ou définitivement provisoire des hebdomadaires et revues les plus célèbres (« Politika », « Listy », « Reporter », etc.), disparition des speakers et speakerines tant soit peu populaires du petit écran ; après la mise hors la loi de toutes les associations indépendantes d'intellectuels et d'étudiants, suspectes de nostalgie pour le « printemps de Prague » ; après la remise à l'honneur du langage stalinien et des mises en garde contre les « éléments déviationnistes nationalistes qui, par leur activité anti-parti, anti-socialiste, et anti-soviétique font le jeu des puissances impérialistes et sapent les fondements de l'internationalisme prolétarien, etc. ». Après tout cela, c'est maintenant à une épuration massive de l'appareil du Parti et de l'Etat, et cela à tous les niveaux, que se livrent les autorités tchécoslovaques.

Frantisek Kriegel, personnalité « libérale », membre du présidium du P.C. et président du Front National jusqu'au 1er septembre 1968, est exclu non seulement du Comité Central mais aussi du Parti, pour avoir refusé de voter, en octobre 1968, l'accord sur le stationnement des troupes soviétiques sur le territoire tchécoslovaque et n'être pas revenu sur sa position qu'il a même maintenue devant le Comité Central. Karel Kosik (philosophe), Frantisek Pavlicek (directeur de théâtre), Karel Pavlistik et d'autres signataires des « 2 000 mots », et qui ont nié que ce mouvement soit « anti-parti », sont, eux aussi, exclus. Ainsi d'ailleurs, parmi beaucoup d'autres, que l'économiste Ota Sik et le député « libéral » Frantisek Vodslon.

Par contre, ceux qui ont reconnu leurs « erreurs », ceux qui, en bonne et due forme, se sont publiquement excusés d'avoir calomnié et persécuté les « internationalistes » pro-soviétiques, ceux qui ont promis de s'amender, ceux-là seront seulement « blâmés ». D'autre part, des enquêtes sont ouvertes en nombre considérable, contre tous les suspects de « libéralisme » politique.

En outre, pour plus de sûreté, Husak, secrétaire général du Parti, est maintenant flanqué d'un secrétaire général adjoint, Strougal, novotnien bon teint, réputé depuis longue date pour ses sympathies pro-soviétiques. Et Strougal n'est d'ailleurs pas le seul « communiste qui ne se soit pas laissé briser par la terreur psychologique des forces « anti-socialistes » à refaire surface. La plupart des « persécutés » d'hier ont réintégré leurs fonctions, juste récompense de leur soutien à une terreur plus efficace car moins psychologique : les chars soviétiques.

Ainsi, la plupart des « apparatchiks » ont retrouvé leur fauteuil, le dernier en date étant le colonel Galgovic, ancien chef de la police secrète de Novotny, tellement « populaire » qu'il avait préféré attendre avril dernier pour revenir de Hongrie, où il était réfugié, espérant des jours meilleurs.

Avant que la plupart de ces mesures soient annoncées officiellement, Husak en avait donné la primeur aux travailleurs des usines C.K.D., le Renault Boulogne-Billancourt de Prague, l'usine où s'était déroulé, en août dernier, le XIVe Congrès clandestin du P.C. Il a lui-même déclaré : « Le Parti est prêt à engager la lutte dans les entreprises contre les éléments anti-socialistes qui ont inventé des méthodes pour démocratiser la production, former des conseils ouvriers et dieu sait quoi encore. »

Ainsi, les Soviétiques semblent être bel et bien venus à bout de leur tâche lente et ardue de « normalisation », amorcée dès août dernier par l'intervention militaire. Il ne leur reste plus, pour « fignoler », qu'à faire reconnaître officiellement, ce qui n'a pas encore été fait, que les troupes des « cinq » ont été appelées en août dernier par le gouvernement tchécoslovaque lui-même, pour parer à un danger imminent de contre-révolution. Mais cela ne sera pas le plus difficile maintenant qu'il n'y a plus personne en place pour dire le contraire, si ce n'est peut-être, M. Husak. De toute façon, les dirigeants soviétiques sont déjà assurés d'une chose, qui leur enlève un poids sur le cœur : c'est que l'« affaire tchécoslovaque » ne viendra pas troubler les solennités de la Conférence de Moscou, car les Tchécoslovaques eux-mêmes, se réclamant du principe, défendu par les moins alignés et les moins inconditionnels des P.C., de la non-ingérence dans les affaires internes d'un parti frère, ont demandé eux-mêmes que ce sujet ne soit pas abordé. Et dans ces conditions qui, en effet, pourrait se permettre d'être plus royaliste que le roi, ou plus « tchécoslovaque » que les Tchécoslovaques ?

Ainsi, l'« affaire tchécoslovaque » semble être une affaire classée pour les Russes, du moins momentanément. Et c'est là l'aboutissement logique de toute une évolution de plusieurs mois. Car, si le printemps de Prague ne règne plus en Tchécoslovaquie, les Soviétiques le doivent pour une large part aux Dubcek, Husak et autres « réalistes » auxquels le peuple tchécoslovaque a eu le tort de confier ses espoirs.

s'abstenir

c'est récuser à la fois

POHER et POMPIDOU

et pour les vaincre

et pour les vaincre

l'arme des travailleurs

c'est la grève

lutte ouvrière

Nous demandons à nos lecteurs et amis de coller cette double feuille.

Impression: ROTO TECHNIC OFFSET

compo-typo-technic

NIXON va-t-il divorcer à Midway ?

La 1re division de cavalerie héliportée se trouve actuellement à environ 10 kilomètres de la frontière cambodgienne

(A.F.P.)

JUSTE avant le départ de Nixon pour Midway, le Secrétaire d'Etat M. Rogers a déclaré que le gouvernement U.S. n'était marié avec aucun gouvernement à Saigon. En d'autres termes que la protection qu'il exerce sur le gouvernement Thieu-Ky pouvait très bien prendre fin du jour au lendemain si les intérêts de la politique des impérialistes U.S. l'exigeaient.

Pour l'instant rien ne vient remettre en cause le choix du désengagement fait par Johnson et que Nixon a non seulement repris, mais s'est engagé à mener à bien.

Or, quels sont ces intérêts actuellement ? Nixon est prêt à faire la paix au Vietnam, pour arrêter les dépenses énormes en matériel, en hommes et en prestige international que coûte la guerre qu'il mène là-bas.

Cette paix, il est décidé à la faire, mais pas à n'importe quelle condition. Ce qui la conditionne c'est d'abord la garantie que le Sud-Vietnam ne basculera pas dans le camp « socialiste », et ensuite la certitude que la paix ne sera pas susceptible d'être considérée comme une défaite de l'impérialisme américain devant les armes des maquisards Sud-Vietnamiens. C'est dans cette optique que Nixon a pu dire que les dix points du F.N.L. comportaient quelque chose de positif. C'est pour ces raisons aussi qu'il a parlé du départ de plusieurs dizaines de milliers de G.I's, départ rendu possible selon lui par l'amélioration de l'armée Sud-Vietnamienne.

Tant que cela ne touche pas au statu-quo ou à son prestige, l'impérialisme U.S. est prêt à aller loin, aussi loin que l'obligeront à aller les pressions qu'exercent sur lui les maquis du Sud-Vietnam. D'où le recul de Nixon, qui n'est pas apparu comme tel parce que la presse n'a pas insisté, lorsqu'il ne mit pas à exécution ses menaces de reprise des bombardements sur le Nord-Vietnam si les attaques du F.N.L. sur Saïgon ne cessaient pas. Il risquait fort alors que la reprise des bombardements sur le Nord ne causent l'interruption des négociations, celles de Paris et les autres, les secrètes.

De même que la présence de l'énorme armée U.S. et de son matériel, oblige le F.N.L. à faire des concessions, le combat que les maquisards n'ont jamais cessé de mener oblige le gouvernement U.S. à en faire lui aussi. Il sait très bien que ses adversaires n'accepteront jamais de faire la paix avec un gouvernement totalement à la solde des U.S.A. comme le gouvernement Thieu-Ky, qu'il lui faudra en passer par la constitution d'un gouvernement de coalition, un gouvernement transitoire qui comprendra des hommes acceptables par le F.N.L. Or, ces éléments, encore faut-il que Nixon les trouve et qu'ils soient acceptables pour lui aussi, qu'ils ne puissent en aucun cas être taxés de sympathie communiste. Et une fois trouvés il faut qu'ils puissent aussi être acceptés encore par la bourgeoisie libérale du Sud, par les catholiques et les bouddhistes à la fois, par les différentes fractions des différents partis, ceux qui sont sur place et ceux qui sont en exil.

« Une fois cette équipe de rechange retrouvée, il restera à Nixon à se débarrasser de celle qui est actuellement en place, et qui n'y reste que parce qu'elle n'a pas de remplaçante. Cela sera chose facile et ne coutera qu'une révolution de palais ou même qu'un « accident ».

Ce ne sont peut-être pas des menaces que Nixon est allé dire à Thieu à Midway, car pour le moment, un moment qui durera autant que Nixon le jugera bon, la marionnette de Saïgon ne peut être remplacée. Mais il est bien possible que Thieu ne rapporte pas que des bonnes nouvelles et des motifs de se réjouir à son compère Ky. Si Nixon, comme il le fait depuis son arrivée au pouvoir lui répète sa volonté de faire la paix, la plus grande préoccupation de Thieu et Ky sera d'éviter le sort qui a été fait à Diem.

Il semble d'ailleurs que Thieu se prépare de son côté, à figurer dans ce gouvernement transitoire.

Les « incorruptibles » Italiens tripotaient dans les tripots et les officiers dans les secrets militaires !

EN Italie, deux scandales viennent d'éclater en une dizaine de jours. Des policiers, et des plus hauts placés, protégeaient contre respectable rémunération les tripots clandestins où se dépensaient les deniers de la bonne société. Le chef de la police et son adjoint, plus ou moins mouillés, ou plutôt arrosés dans l'affaire ont donné leur démission. Le nombre de policiers et de fonctionnaires compromis dans l'affaire s'accroît de jour en jour.

D'autre part, une vingtaine d'officiers ont été arrêtés pour détournement de fonds publics, corruption et révélation de secrets militaires. Vu l'importance de l'affaire, c'est sans doute la première fournée.

Il est amusant de voir sur quoi reposent les Etats du monde qui se veut libre et démocratique. La part qu'ils donnent à la police et à l'armée dans le maintien des institutions s'accroît de jour en jour. Et c'est tous les ans que des scandales éclatent un peu partout. Il y a moins d'un mois, c'est aux U.S.A. que le juge de la Cour Suprême Abe Fortas, était accusé de corruption. L'affaire Ben Barka et celle du préfet accusé d'espionnage en France ne sont pas si loin.

Rien d'étonnant à tout cela. On voit mal d'ailleurs pourquoi ceux qu'on charge, avec des pouvoirs toujours accrus de veiller sur les immenses richesses des possédants et qui ne sont, finalement, que des salariés, ne chercheraient pas à « se sucrer » un peu, à faire des extra.

C'est la rançon que paie la bourgeoisie, à confier de plus en plus sa protection à des organismes monstrueux qu'elle a bien du mal à contrôler, du moins sur ce plan-là. Les hommes qui en font partie ont tout loisir de « faire de la perruque », jusqu'à ce que cela devienne trop gros, ou bien qu'un naïf ou un jaloux découvre le pot aux roses.

La loi anti-grève et le duel Wilson-syndicats

Qui sera le gendarme ?

LE Congrès des Syndicats anglais réunis à Craydon a invité à une immense majorité (8.252.000 voix contre 359.000) le gouvernement de leur « camarade » premier ministre Wilson à retirer de ses projets de lois anti-grèves, les clauses menaçant de sanctions pénales, les grévistes illégaux. (D'après ces sanctions, on pourrait condamner des grévistes « non officiels » à des amendes et même à la prison.)

En apparence, la résolution des syndicats est ferme, en cas de refus de la part du gouvernement, ils iraient jusqu'à supprimer les subventions au parti travailliste de M. Wilson dont ils constituent les gros bataillons et l'appui financier le plus important, et remarquons qu'il y aurait une sinistre ironie à faire financer par les cotisations ouvrières, un parti qui se prépare par l'intermédiaire de Wilson et de son ministre Mrs. Castle à faire passer un projet de loi visant à pénaliser lourdement les grévistes.

On a même vu des dirigeants syndicaux allant jusqu'à proclamer qu'ils ne reculeraient pas devant la grève générale !

Téméraire et hardi langage ! Mais il ne s'agit de rien de plus que d'une concession formelle à la base ouvrière, qui depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement « socialiste » de Wilson n'a cessé de subir une politique que les politiciens bourgeois auraient été incapables d'appliquer. En effet, sur le fond du problème, les dirigeants syndicaux ne s'opposent nullement aux mesures anti-grèves mais prétendent avoir le moyen d'empêcher eux-mêmes par la suspension ou l'exclusion des militants ou des sections syndicales en « grèves sauvages », de tels mouvements des travailleurs.

On arrive au spectacle lamentable de dirigeants syndicaux qui s'efforcent de démontrer leur capacité à jouer les gendarmes et les briseurs de grèves sans avoir besoin de l'intervention de l'appareil d'Etat.

M. Wilson et Mrs. Castle auraient bien tort de mettre les bureaucrates syndicaux dans une situation inconfortable, ceux-ci sont prêts à faire la sale besogne eux-mêmes, comme des grands, sans l'intervention de la justice et des tribunaux bourgeois ; ils s'estiment capables de faire la chasse aux sorcières et d'exclure les « irresponsables » les grévistes « non autorisés ».

En réalité, la réponse à la loi anti-ouvrière et non seulement à ses clauses pénales, ne réside pas dans une plus ou moins grande servilité, mais dans la capacité des travailleurs britanniques à lutter ensemble contre la politique anti-ouvrière de Wilson et de ses laquais, des directions syndicales et à ce moment-là, toutes les législations anti-grèves ne pèseront pas lourd dans la balance.

En Grèce :

Qu'est devenu Alekos Panagoulis ?

VENDREDI dernier, dans l'après-midi, le ministère de l'intérieur grec publiait un communiqué annonçant que Panagoulis, se serait évadé de sa prison avec un de ses gardiens.

Suite à cela, tout l'appareil policier grec, l'armée, la police, furent mis en branle pour le rechercher. Sa tête a été mise à prix 500 000 drachmes, environ 8 millions et demi de nos anciens francs.

Panagoulis était de ceux qui n'ont pas accepté la dictature des militaires et qui luttent pour la liberté. C'est lui qui avait en août dernier effectué une tentative d'assassinat sur le Premier ministre grec, M. Papadopoulos. Un procès eut lieu et il chercha à disculper ses camarades en reconnaissant qu'en effet il était coupable et du même coup dénonçait le régime des colonels.

Le tribunal par lequel il était jugé, le condamna à la peine de mort le 17 novembre dernier. Mais devant la pression internationale, plusieurs gouvernements étrangers avaient fait des démarches auprès du gouvernement grec, les colonels reculèrent momentanément en accordant le sursis.

Depuis il se trouvait en prison dans la banlieue d'Athènes.

Quand on connait le féroce appareil de répression qui se trouve en disposition en Grèce, on peut douter de cette évasion, d'autant plus que les gardiens font l'objet d'une sévère « sélection ». N'est-ce pas une manœuvre pour le « liquider » définitivement ?

Panagoulis dans la cour de la prison jouant au football avec un de ses gardiens, avant sa disparition.
(A.F.P.)

Les syndicats de l'Allemagne Féderale

LE récentes statistiques ont cité les syndicats ouvriers d'Allemagne fédérale comme l'un des plus gros capitalistes de ce pays.

En R.F.A., les syndicats sont groupés dans une Confédération syndicale unique, la Confédération Allemande des Syndicats, la D.G.B. Celle-ci est liée à l'échelon international aux syndicats d'inspiration américaine et anti-communiste comme F.O. en France.

Six millions et demi de travailleurs sont organisés à la D.G.B. Chaque syndiqué paie la somme d'une heure de salaire par semaine. Sa cotisation est donc quatre fois plus élevée que celle de son homologue français qui cotise une heure de salaire par mois. Ces recettes qui dépassent fort le milliard de Deutschmarks par semaine feraient déjà de la D.G.B. une des plus grosses organisations du monde.

La D.G.B. est aussi à la tête de nombreuses sociétés « coopératives » comme la « Neue Heimat », la « Bank für Gemeinwirtschaft », etc. Ces coopératives, en principe, créées pour supprimer l'exploitation du travail par le capital, n'en ont pas moins des buts beaucoup plus rentables, atteints en dernier lieu grâce aux bas salaires des employés. Mais cela n'empêche pas la D.G.B. d'expliquer qu'elle développe ainsi « le sens des responsabilités en matière d'économie ». Le syndicat se transforme lui-même en capitaliste responsable !

De plus, les syndicats allemands ont obtenu la cogestion dans toute l'industrie de l'acier et les mines. L'une des premières revendications mises en avant, c'est l'extension de la cogestion à toutes les entreprises de plus de deux mille employés, de 75 millions DM comme bilan et de 150 millions de DM comme chiffre d'affaires. Mais la D.G.B. en avançant une telle revendication prend la peine d'apaiser les craintes de la bourgeoisie en expliquant qu'il ne s'agit nullement d'une « démocratisation (parlementarisation) de l'entreprise. D'ailleurs la pratique de la cogestion a montré qu'elle ne pouvait pas être considérée comme un instrument de la lutte de classe ». (Dixit la D.G.B. elle-même.)

En effet, en quoi consiste-t-elle ? Prenons l'exemple d'une société anonyme. Elle a trois organes :

— *L'assemblée générale des actionnaires* qui décide des questions principales de la société. Pour la D.G.B., il n'est pas question de se mêler de ces affaires.

— *Le Président* qui dirige les affaires courantes.

— *Le Conseil d'administration* qui fonctionne comme intermédiaire entre les deux. La cogestion de la D.G.B. consiste à assister aux assemblées du Conseil d'administration avec un nombre de représentants égal à celui des actionnaires. Les représentants syndicaux sont choisis pour la moitié dans l'entreprise concernée et pour l'autre moitié dans l'organisation centrale.

Etre membre de ces conseils est un poste très lucratif pour les hommes d'affaires. Un manager peut en effet assister à plus d'une dizaine de conseils d'administration d'entreprises différentes. Et c'est exactement ce que font les bureaucrates centraux de la D.G.B. En touchant à chaque conseil, bien sûr, de larges subventions, de bons pourboires qui viennent s'ajouter à leur traitement de permanent du syndicat, nombreux d'entre eux se font ainsi l'équivalent du salaire d'un P.D.G.

On pourrait penser que dans de telles conditions, la D.G.B. ne se préoccupe plus de revendications sociales. Eh bien non ! La preuve en est son programme très avancé en matière... d'enseignement. Néanmoins, malgré ses efforts bruyants, la proportion d'étudiants allemands ayant des parents ouvriers n'est que de 4 % (en France 8 %). La D.G.B. préfère propulser ses propres écoles. Les écoles du syndicat sont très nombreuses. Il faut bien éduquer les futurs successeurs, ceux qui ont envie de faire, eux aussi, carrière dans le syndicat.

De même, l'appareil syndical étant énorme, dans chaque ville, on trouve des immeubles du syndicat, les maisons du peuple... La D.G.B. est loin de faire faillite.

Voici le syndicat allemand. Tel qu'il était avant guerre dans la République de Weimar, il n'a pas changé. Il est aussi imposant, tout-puissant et tout aussi inutile qu'alors. Cet immense corps parasite qui recouvre le monde ouvrier d'Allemagne joue pourtant un rôle social important pour la bourgeoisie : freiner au maximum la lutte de classe. Et pour cela, il ne rate pas une occasion de capituler devant les attaques du pouvoir. Ce fut le cas, il n'y a pas un an, lors du vote de la loi d'urgence qui permet au gouvernement de se transformer en dictature, d'annuler tous les acquis démocratiques, tous les succès ouvriers, qui permet d'envoyer la troupe contre des grévistes, etc. La toute-puissante D.G.B. se borna alors à quelques protestations platoniques.

C'était également ainsi dans l'Allemagne de 1933 où l'A.D.G.B. d'alors était devenu un parfait rouage d'Etat. « Il a suffi alors d'envoyer un matin quelques jeunes gens en chemise brune, armés de matraques » et, comme le raconte Daniel Guérin, les portiers de la Maison du Peuple se sont cachés sous leur lit, on a hissé sur le toit le drapeau à croix gammée et l'A.D.G.B. est devenu l'appendice du pouvoir fascite.

La situation n'en est bien sûr pas là en Allemagne. Mais ce qui est certain, c'est que le mouvement ouvrier allemand ne pourra se relever qu'en balayant cette gangrène syndicale.

MAKAREZOS A PARIS ?

AVEC quelle hypocrisie la presse bourgeoise parle avec réprobation du régime des colonels en Grèce pour mieux souligner la douceur de vivre en « démocratie » en France.

Des amis de Mitterrand à ceux de Pompidou, qui n'a pas évoqué la menace d'un putsch à la grecque au cas où les gauchistes voudraient aller trop loin... ?

Pourtant, Makarezos est venu en qualité de ministre de la Coordination économique conclure des accords concernant notamment les sociétés Alsthom, Péchiney et Soletec (aviation) avec Ortoli, le ministre de l'Economie et des Finances.

Avec Papadopoulos et Patakos, il est un des responsables du putsch d'avril 67, un des dirigeants de la dictature militaire en Grèce, un des organisateurs de la répression qui frappe les militants et le peuple grec, des déportations à Yaros, des emprisonnements, de la torture, etc.

D'un côté, la bourgeoisie réalise des profits en vendant des armes aux dictatures militaires des pays sous-développés afin qu'elles puissent exercer la répression avec le dernier cri de la technique française, de l'autre, ses journalistes et ses intellectuels vantent les mérites de la démocratie. Les sentiments sont les sentiments, mais les affaires sont les affaires.

Malgré une certaine démobilisation du mouvement étudiant, une manifestation eut lieu vendredi dernier de la gare Saint-Lazare au boulevard Rochechouart. Les étudiants révolutionnaires ont voulu ainsi manifester leur solidarité.

Le P.C.F. n'a pas fait autre chose que de publier des protestations. Il est vrai que nous sommes en période électorale et que s'il faut s'abstenir, il ne faut pas perdre son esprit civique pour autant et gêner la circulation, sans parler de perturber la paix sociale. Du fait aussi que les gauchistes se trouvent assez démobilisés en fin d'année universitaire, le P.C.F. ne s'est pas senti obligé de veiller à ne pas se faire dépasser sur sa gauche et de montrer à sa base qu'il pouvait faire beaucoup mieux que les gauchistes.

Contre la dictature des colonels, nous ne pouvons guère, en France, qu'affirmer notre solidarité avec le peuple grec.

Mais c'est contre les complices et les amis des colonels, les Pompidou ou les Poher, contre les germes des bandes fascistes que sont les C.D.R. et contre les officiers nostalgiques de l'O.A.S. qui rêvent de les imiter, que nous avons à lutter sur le seul terrain où nous pourrons remporter la victoire, celui sur lequel la classe ouvrière s'oppose à ses exploiteurs.

Au Mexique :

LOURDES CONDAMNATIONS contre les révolutionnaires

AU pays d'Emiliano Zapata et de Pancho Vila, les temps ont bien changé. Ancienne « terre d'asile » pour les réfugiés politiques, le Mexique est maintenant pour eux une souricière. Il est vrai que le sort réservé aux nationaux n'est guère meilleur. Souvenons-nous du massacre de la place des Trois-Cultures de sinistre mémoire.

Le gouvernement du dictateur Diaz Ordaz, valet servile de l'impérialisme américain, se livre à la chasse aux « sorcière » pour son propre compte et celui de son maître.

Le 18 avril, après trois années de prison préventive, trois révolutionnaires argentins étaient condamnés à de lourdes peines de prison : Adolfo Gilly à huit ans, Fernandez à six ans, Térésa Confreta Fernandez à cinq ans et trois mois, toutes peines supérieures à cinq ans, ce qui leur interdit de pouvoir être mis en liberté sous caution.

Il leur est reproché d'appartenir au P.O.T. (Parti ouvrier trotskyste), « association délictueuse » selon les autorités mexicaines. Ils sont accusés de « conspiration pour renverser le gouvernement et d'association ayant pour but de violer la loi ».

Leur arrestation, avec celle de révolutionnaires mexicains aurait permis d'étouffer « une vaste conspiration communiste patronée par le mouvement trotskyste ». La justice mexicaine se soucie fort peu d'établir la moindre preuve de complot, et pour cause... les dossiers sont vides.

En vérité, les classes dominantes et leurs laquais veulent se venger de la peur que le mouvement étudiant leur a causée et qui a recueilli une large sympathie populaire.

En frappant fort, ils veulent se rassurer eux-mêmes et croire que rien ne viendra pour les troubler, mais ils se trompent. Le mouvement révolutionnaire continue de vivre malgré la répression.

Par la mensualisation, Pompidou trace déjà les limites qu'il voudrait fixer à nos luttes

POUR le 2e tour de sa candidature aux élections présidentielles, M. Pompidou à renouvelé sa promesse d'inviter les patrons à généraliser par la discussion, et progressivement, la mensualisation des travailleurs horaires.

Ce n'est qu'une promesse électorale et ce n'est qu'une invitation aux patrons de la mettre en application.

Et pourtant, voici que déjà ces patrons s'inquiètent. Et de faire semblant de ne pas comprendre ce que cela veut dire. « Qu'est exactement la mensualisation », écrit l'« Usine Nouvelle » du 5 juin. « Il n'en existe aucune définition légale ou réglementaire. La lecture des conventions collectives ne donne pas de renseignements à son sujet. » Les bons apôtres ! Si la mensualisation des horaires faisait l'objet d'accords d'entreprise pour l'ensemble des travailleurs, si elle s'inscrivait dans le cadre de conventions collectives et si par surcroît il en existait une définition légale, elle serait appliquée et tout au plus y aurait-il à imposer à certains patrons récalcitrants le respect des conventions et de la loi.

Le patronat, par la voie de l'« Usine Nouvelle », fait semblant de ne pas comprendre ce que signifie la mensualisation des horaires. Il regroupe certains textes d'accords d'entreprise pour essayer de donner une définition de la mensualisation des horaires, pour conclure : « l'ouvrier mensualisé conserve son statut d'ouvrier ».

Pour les travailleurs, il ne s'agit pas d'inventer un quelconque statut sur la mensualisation des horaires.

Pour eux, la mensualisation consiste à acquérir les mêmes avantages que les mensuels. Non pas quelque chose de flou et de mal défini comme le prétendent les patrons ; d'ailleurs, s'il ne s'agissait que de cela, il serait simple de le définir, il s'agit pour eux, d'acquérir le même statut, c'est-à-dire de se voir attribuer les mêmes avantages que leur collègues qui travaillent dans les bureaux à quelques pas de leurs ateliers et quelquefois dans le même atelier qu'eux.

Bien sûr, le statut des mensuels n'est pas partout identique. Bien sûr, il y a de nombreuses améliorations à lui apporter. Mais pour les travailleurs, il a une signification précise. Ils veulent que la mensualisation leur apporte les avantages qu'elle apporte à leurs collègues des bureaux. Notamment des indemnités égales au salaire en cas de maladie, le paiement intégral des jours fériés, des indemnités plus importantes en cas de licenciement et de mise à la retraite. Pour beaucoup d'entre eux, la prime d'ancienneté est un avantage non négligeable. Cette prime, comme d'ailleurs toutes les primes, est une forme de rémunération dangereuse. Mais dans la mesure où les salaires ne sont pas garantis, il est normal que les travailleurs considèrent comme un avantage tout ce qui contribue à augmenter leurs salaires.

Mais les travailleurs voient aussi dans la mensualisation d'autres avantages non inscrits dans les conventions mais appliqués dans la pratique et dont ils voudraient bien bénéficier. Ils savent que si les mensuels sont astreints à fournir une quantité de travail, leur condition de rémunération y est malgré tout moins liée et que chaque minute perdue ne se traduit pas par une diminution de leur paye. Les mensuels sont souvent débordés mais ils ne sont pas coulés. Ils savent aussi que même si la discipline est sévère dans les bureaux, surtout à l'encontre des jeunes, elle est malgré tout beaucoup moins rigoureuse que dans les ateliers, que les avertissements et les licenciements y sont pratiqués beaucoup moins souvent.

Et c'est tout cela que les travailleurs ont en vue quand ils parlent de mensualisation.

Et c'est cela que les travailleurs des aciéries de la Sollac réclament au travers de la lutte qu'ils mènent depuis vingt-cinq jours.

Et c'est tout cela que les patrons des aciéries leur refusent, que les porte-paroles du patronat de l'« Usine Nouvelle » font semblant de ne pas comprendre pour ne pas avoir à l'accorder.

La classe ouvrière a bien d'autres objectifs à atteindre que la mensualisation des horaires. Mais ses succès dépendront de l'ampleur de ses luttes. Si ses luttes sont limitées, le patronat et le gouvernement, probablement avec l'accord des syndicats, essaieront de les enfermer dans des cadres étroits tels que la mensualisation des horaires.

Dans ce cas, comme la troisième et la quatrième semaine de congés, comme les retraites complémentaires, la mensualisation deviendra un avantage, une réforme, comme sous-produit de la lutte des classes. Mais même pour ce sous-produit, il faudra lutter et tant qu'à lutter, autant se fixer des objectifs plus déterminants.

correspondances des entreprises

Chez Fulmen (Clichy)

Succès C.F.D.T. aux élections de délégués du personnel

CHEZ Fulmen à Clichy, entreprise qui produit des batteries et regroupe environ 600 travailleurs (à forte majorité d'émigrés) les conditions de travail sont dignes du siècle dernier et de plus existe une maîtrise modèle Citroën.

De plus, la direction a toujours bénéficié de l'inaction totale des trois syndicats (F.O. - C.G.C. - C.G.T.).

C'est ainsi qu'en mai 1968, la direction a fermé ses portes sans provoquer aucune réaction syndicale. Mais quelques temps après se constituait une section C.F.D.T. qui venait jouer les trouble-fêtes. La section gonfla rapidement et atteint vite une soixantaine de syndiqués. La direction voyait déjà d'un très mauvais œil cette progression d'une section syndicale active. Jusqu'ici en effet, les syndicats — absolument squelettiques et cherchant d'ailleurs peu à s'implanter chez les travailleurs immigrés — ont toujours été, avant toute chose, soucieux de s'entendre avec le patron (comme par exemple pour la récupération des grèves du printemps 1968 qui s'étale sur sept mois).

Ces curieux syndicalistes n'avançaient pas bien entendu jamais la moindre revendication (et pourtant les problèmes ne manquaient pas (conditions de travail, pressions de la maîtrise etc.). Mieux, certains délégués n'hésitaient pas à parler aux travailleurs un langage que la maîtrise n'aurait pas désavouer. La dernière perle du genre est celle d'un délégué F.O. qui répondit à un travailleur qui se plaignait de la mauvaise qualité des repas servis à la cantine : « Si tu n'es pas content, tu n'as qu'à aller au restaurant d'en face ».

Et il n'est pas rare également d'entendre les délégués (C.G.T. notamment) s'adresser aux travailleurs immigrés en leur reprochant « de venir foutre la pagaille partout ». Ce qui situe tout de suite les personnages.

Mais quelques jours avant les élections du 23 mai, ces délégués ont dû sans doute trembler pour leur place. C'est ainsi que les ouvriers purent voir passer les délégués (chose incroyable) dans les ateliers pour se livrer à cette campagne du sourire.

Enfin, le matin des élections (on ne s'y attendait plus) les sections F.O. et C.G.T. sortirent un tract — le premier depuis une éternité — alignant tous les deux, les revendications les plus vagues, de celles justement qui n'engagent à rien : sans expliquer d'ailleurs, les moyens de les faire aboutir si ce n'est en évitant soigneusement « l'aventure » proposée à leur avis par la C.F.D.T...

Mais ce remue-ménage ne trompa personne. Et les travailleurs montrèrent par leur vote, qu'ils refusaient de supporter plus longtemps ces prétendus représentants.

Pour la première fois, le quorum était atteint dès le premier tour et la C.F.D.T., qui n'hésitait pas à appeler les travailleurs à s'organiser et à lutter et se présentait pour la première fois, recueillit la plus grande partie des voix. Dans le premier collège (employés-ouvriers) ses trois candidats furent élus avec 160 voix de moyenne pour 230 suffrages valables, F.O. gardant un siège (45 voix) et la C.G.T. en perdant un (38 voix).

Quant à la C.G.C., qui avait présenté un candidat dans le collège ouvriers-employés (Sic) elle était éliminée.

Ainsi la C.F.D.T. (qui compte dans ses rangs des militants gauchistes) a gagné une large audience parmi les travailleurs. Et en fin de compte, elle le doit à la fois aux luttes de mai-juin et au travail des militants de la section syndicale.

Et si elle se montre digne de cette confiance, alors oui, quelque chose aura changé pour les travailleurs de chez Fulmen.

Elections de délégués à la C.I.T. 15e département Commutation-Keller

CETTE année, les élections des délégués du personnel se sont déroulées à la C.I.T. comme les années précédentes : sans enthousiasme de la part des travailleurs.

En 1968, la C.G.T. avait déjà subi un recul, particulièrement dans le collège mensuel, où le C.A.T. (Autonomes - syndicat corporatiste et apolitique) avait recueilli autant de voix qu'elle.

Pour suppléer à l'absence de vie syndicale, une section mensuelle C.G.T. fut créée au début de l'année. Composée surtout de jeunes de différentes tendances et notamment de « gauchistes », elle élit une commission exécutive et fonctionna régulièrement. Malgré de nombreuses lacunes dans le travail, elle eut au moins le mérite de prouver que, même dans un milieu manquant de traditions syndicales et relativement peu favorable, cette activité était possible. Elle publia un bulletin mensuel : « L'écho des syndiqués ».

A l'approche des élections, les deux C.E. (mensuels et horaires) décidèrent des candidats à présenter sur les listes.

Tout à fait par hasard, le jour avant le dépôt des listes, des militants de la section mensuelle s'aperçurent que l'Union locale s'était permise de sa propre initiative de les changer. Des militants connus pour leurs idées gauchistes ne s'y trouvaient plus ! Par contre, une mensuelle qui avait récupéré les heures de grève figurait en troisième position titulaire !

Une réunion d'explication eut lieu et au bout de deux heures de palabres, un compromis fut trouvé. L'un des travailleurs éliminés remplaçait l'employée en question. L'appareil avait partiellement reculé, de peur que l'affaire soit portée devant l'ensemble des travailleurs.

Le candidat connu pour ses idées « gauchistes » fut rayé vingt-deux fois par l'appareil, et ne fut donc pas élu. Il faut dire qu'inversement, un certain nombre de travailleurs manifestèrent leur mécontentement à l'égard des méthodes bureaucratiques de l'U.L. en rayant certains candidats « dans la ligne » jusqu'à quinze fois.

Voici les résultats :

Premier collège (seule liste C.G.T.) :

1968 : inscrits : 1.106 ; votants : 863 ; % abstention : 22 pour cent ; bulletins nuls : 232 ; voix C.G.T. : 631 ; % C.G.T. des votants : 73 %.

1969 : inscrits : 1.095 ; votants : 820 ; % abstention : 25 pour cent ; bulletins nuls : 224 ; voix C.G.T. : 596 ; % C.G.T. des votants : 73 %.

Deuxième collège :

1968 : inscrits : 847 ; votants : 693 ; bulletins nuls : 90 ; C.G.T. : 299 (% votants : 43%) ; C.A.T. : 303 (% votants : 44 %).

1969 : inscrits : 910 ; votants : 746 ; bulletins nuls : 63 ; C.G.T. : 232 (% votants : 31 %) ; C.A.T. : 273 (% votants : 37 %) ; C.G.C. : 164 (% votants : 22 %).

Les résultats sont nets. Il n'y a pas de miracle. Tant dans le premier que dans le deuxième collège, il reste à gagner la confiance des travailleurs. Après des années de vide syndical, la section mensuelle a commencé ce long travail.

Et comme partout, le premier obstacle que des militants syndicaux trouvent sur leur route ce sont les « diviseurs » et les « briseurs de syndicats » : la bureaucratie de Séguy et de Frachon.

VITHO : C'est la grève !

POUR tout le monde, Vitho est une marque de yaourt comme Danone ou une autre, et ça s'arrête là. Pourtant, chacun a pu constater qu'on commence à ne plus en trouver dans le commerce. C'est que, depuis le vendredi 30 mai, l'ordre du jour permanent à Vitho, ce n'est plus les yaourts, mais la grève.

L'USINE

Entre le carrefour Pleyel et la porte de Clignancourt, l'usine emploie 140 travailleurs en fabrication, une quarantaine de livreurs et une trentaine de personnes dans les bureaux.

C'est l'alimentation, c'est déjà en dire long sur le sort des ouvriers et leur exploitation.

— A Vitho, les salaires sont relativement unifiés, le plus haut est à 4,15 F de l'heure, le plus bas à 3,41 F.

— L'usine jusqu'à mi-mai travaillait 52 heures et demie par semaine pour tout le monde, 9 heures et demie par jour, plus 5 heures le samedi. A la mi-mai, la direction a diminué à 50 heures pour les femmes, sans compensation de salaire.

— Une prime d'ancienneté de 2,4 à 6 % pour le personnel ayant de 5 à 15 ans d'ancienneté, et c'est tout.

90 % des ouvriers de fabrication sont africains ; la majorité du reste est constituée de personnel féminin.

Sur le plan syndical, il y a la C.F.D.T. en fabrication, et la C.G.T. parmi les chauffeurs.

LA GREVE

Le 21 mai, après un repas particulièrement infect à la cantine, la fabrication débraye à 15 heures. La discussion à la direction porte sur la cantine et par la même occasion, les revendications sont déposées :

1) Paiement intégral des congés maternité et accidents de travail.
2) 3 % d'augmentation.
3) Revalorisation de la prime d'ancienneté.
4) Paiement des deux heures de perte de salaire pour le personnel féminin (diminution de 52 à 50 heures).

La direction reconnaît que le repas n'était pas parfait et accorde un repas gratuit pour le 22, et propose de faire travailler le samedi matin pour rattraper.

Pour les revendications... elle promet de les revoir.

Le travail n'est pas repris de la journée.

Aucune réponse positive n'étant donnée aux revendications, l'idée de grève commence à circuler.

Vendredi 30, à 7 h 30, la grève était décidée, soutenue d'emblée par la C.F.D.T., seule présente en fabrication. L'usine est occupée jusqu'au soir.

Toute la journée, les grévistes tentent de faire la jonction avec les 40 livreurs, parmi lesquels la C.G.T. est seule présente, pour les faire mettre en grève, mais en vain. Les livreurs, secrétaire syndical en tête, continuent à travailler.

Lundi 2 juin, à 7 h 30, la direction louck-oute cadres et maîtrise. Toute la fabrication est devant la porte et vers 9 heures, une manifestation démarre en direction de la bourse du travail de Saint-Ouen.

Depuis, la maison des syndicats a un aspect un peu plus avenant qu'à l'ordinaire. Toute la journée, les grévistes de Vitho restent là, à discuter par petits groupes, à faire des tracts ou des affiches, et à organiser leur grève. La grande salle est occupée en permanence (elle est d'ordinaire, toujours vide).

Seuls les permanents de la C.G.T. n'ont pas l'air très à leur aise dans cette ambiance.

Dans la matinée, la municipalité est sollicitée pour une aide sous forme de casse-croûtes car les camarades habitent Saint-Denis ou Gennevilliers et ne rentrent pas chez eux. Après réflexion, M. Sanchez, maire adjoint, répond qu'il ne peut pas car... les ouvriers n'habitent pas Saint-Ouen. Depuis, rien de la part de la mairie.

Après entrevue avec l'inspecteur du travail et la direction qui accepte d'indemniser par 15 F mensuels les deux heures pour les femmes, les grévistes refusent cela et votent la continuation, à l'unanimité.

Là, il faut s'arrêter un peu pour décrire les assemblées générales. Les comptes rendus sont faits en français, par un permanent du syndicat, mais en fait, pas grand monde ne comprend. Il n'y a que lorsque la traduction est faite en sarakollé (langue du Mali) que les visages commencent à s'éclairer et que les applaudissements approbateurs éclatent.

Chaque soir à l'assemblée générale, chacun se tourne vers ceux qui comprennent le français pendant l'exposé ; et si, par malheur, on oublie de traduire (comme jeudi) personne ne sait trop s'il doit lever la main ou pas lors du vote.

Mercredi, il n'y a que 35 personnes qui travaillent, 4 en fabrication et une trentaine de chauffeurs seulement ; quelques-uns ont arrêté ; le secrétaire syndical C.G.T. et ses syndiqués, eux, continuent à travailler.

C'est alors que le patron, devant cette bonne volonté, essaie de leur faire fabriquer des yaourts. Les ouvriers du garage refusent d'emblée ; quelques chauffeurs se mettent à la fabrication ; mais la direction renonce rapidement : on ne fait pas des yaourts avec une camionnette.

Des groupes de lycéens de Balzac commencent à arriver à la bourse de travail. Des tracts informant la population de Saint-Ouen commencent à circuler et la solidarité matérielle s'organise.

C'est là qu'intervient la bonne volonté de l'union locale C.G.T. On aurait pu penser que le grand - syndicat - représentatif - de - la - classe - ouvrière désapprouverait sa section de briseurs de grève ; eh bien ! pas du tout.

Et pour bien montrer qu'elle est du côté des grévistes, la C.G.T. leur fait payer 140 F 4.000 tracts que les ouvriers leur avaient demandé. Faire payer à des grévistes des tracts à trois fois leur prix de revient fait partie certainement de ce que l'on appelle l'aide aux grévistes, en langage des permanents C.G.T. !

Pendant ce temps ; la direction envoie ses 132 lettres recommandées : « Si le travail ne reprend pas le vendredi 6, tout le monde est licencié » ; elles remplissent maintenant un volumineux dossier à la Bourse du travail. Car menace ou pas, pas un ouvrier n'a repris le travail vendredi, on a, au contraire, voté la continuation à l'unanimité.

Sur le plan de la solidarité, il faut encore insister sur le rôle de la municipalité très « communiste » de Saint-Ouen. Le journal local « Le réveil de Saint-Ouen », tenu par les staliniens consacre un communiqué de 49 mots à la grève chez Vitho : « On nous fait savoir qu'une grève a lieu chez Vitho depuis le 30 mai ». Suivent les revendications.

Et c'est tout.

Alors qu'on s'apprête à Saint-Ouen à faire un carnaval qui va coûter une bagatelle se chiffrant en dizaine de millions, alors qu'on met des pages entières de publicité pour des constructeurs de voitures ou de meubles (qualifiés d'amis de la municipalité), on refuse des casse-croûtes aux grévistes et on leur consacre 11 lignes perdues dans un coin du journal.

Décidément on n'arrêtera jamais l'évolution de ces messieurs-là. Quoiqu'il en soit, avec ou sans eux, les travailleurs de Vitho ont un moral d'acier après 10 jours de grève. Et un conseil : si vous en rencontrez un, ne lui dites pas que la C.G.T. est le seul syndicat représentatif des travailleurs.

3 jours de grève au Phénix (Assurances)

LE Phénix qui a fusionné dernièrement avec les Assurances Générales, formant à eux deux le groupe des Assurances Générales de France, compte 2.000 employés.

A en croire la publicité faite par les A.G.F., ce groupe serait ultra-moderne. Comment ce fait-il alors qu'au Phénix la direction de ce « groupe ultra-moderne » soit incapable de sortir un bulletin de paie ?

Pour payer tous ses employés avant la fin du mois, la direction étale le règlement des paies : (certain l'ont le 25, d'autres le 27 ou le dernier jour du mois).

Mais il y a, depuis le mois de janvier 1969, date de sortie des paies par ordinateurs, du retard dans le règlement de celles-ci. Et au mois de mai dernier, le 30, dernier jour de paiement, la plupart des employés des branches incendie et accident n'étaient pas payés.

Le mécontentement était grand; deux délégués C.G.T. passèrent dans les bureaux en demandant aux employés de manifester leur mécontentement en se réunissant dans le hall — fief sacré de la direction — environ 220 personnes étaient là. Une jeune déléguée C.G.T. prit la parole disant que : « il était inadmissible que l'on ne soit pas payé en temps et en heure ; que la direction nous prenait pour des machines : il faut arriver à l'heure juste le matin, si on arrive en retard on se fait disputer, et qu'au moment de la paie, la direction nous fait attendre ». Elle remercia les employés de leur participation nombreuse et tout le monde se quitta fort mécontent.

Le lundi matin, un mouvement de grève démarra spontanément d'une des sections de gestion accident. Les employés n'avaient pas attendu les consignes syndicales pour réagir. Ce jour-là il y eut une réunion du personnel en grève et l'on décida d'aller, le lendemain matin, en réunion élargie, auprès de la direction.

Le mardi matin, 200 personnes étaient devant le bureau directorial pour demander des comptes. Bien entendu le directeur ne put faire aucune promesse sur la date de paiement du salaire. Mais les grévistes lui signifièrent qu'ils continueraient la grève tant qu'ils ne seraient pas payés.

Bien que ce mouvement ne soit pas parti des syndicats, à un moment de la grève, une jeune déléguée C.G.T. essaya de le reprendre au nom de son syndicat. Ce qui fut très mal vu par les grévistes. La C.F.D.T., elle, dans un tract, mit les grévistes en « garde contre certains éléments qui voulaient semer des troubles parmi le personnel » ! Il n'est pas besoin de dire que la C.F.D.T. fut très mal considérée après la sortie de ce tract. Certains syndiqués rendront leurs cartes. Quant aux SNAMA, syndicat des agents de maîtrise, il fut le grand absent de ces événements.

Cette grève dura trois jours,

du lundi au mercredi soir. Il y eut de nombreuses réunions et les grévistes, au nombre de 200 environ, restèrent soit dans leur bureau soit à la cafétéria pour discuter entre eux.

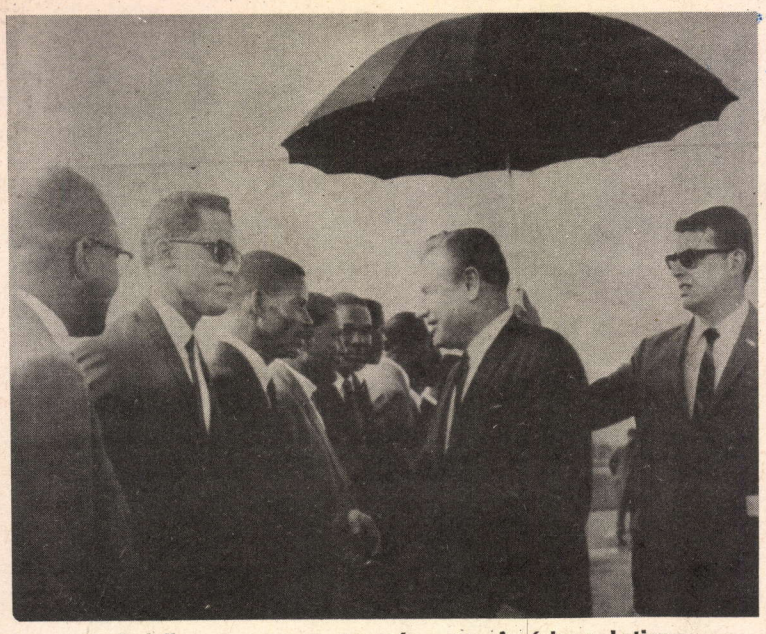
Le mercredi, une pétition fut élaborée par les grévistes et non grévistes. Elle signifiait le mécontentement des employés et demandait que de tels procédés ne se reproduisent plus.

Le jeudi matin, après une dernière réunion à 9 heures, pour savoir si toute la compagnie avait été payée, nous reprîmes le travail, tout le monde étant réglé.

Si le mois prochain la paie est en retard, nous sommes fermement décidés à recommencer la grève. Et si une sanction est prise à l'encontre de l'un d'entre nous, nous nous sommes promis de réagir et de nous défendre. D'ailleurs, un des membres de la direction l'a bien dit : « il serait maladroit de la part de la direction de prendre des sanctions car cela risquerait de déclencher une grève générale ».

La direction qui croyait son personnel docile (surtout les jeunes !) a reçu une bonne leçon.

La Colombie et les guérillas



Rockefeller avant sa « tournée » en Amérique Latine (U.P.I.)

UN correspondant nous demande de publier des informations concernant des combattants de son pays, la Colombie, afin de rompre l'isolement que la grande presse crée autour d'eux. Il nous fait parvenir la traduction de la dernière proclamation de l'Armée Populaire de Libération (E.P.L.) qui depuis plus d'un an lutte dans une région du département colombien de Cordoba qui s'appelle le Haut Sinu, ainsi qu'un message de l'E.P.L. adressé « aux étudiants », colombiens les appelant à rejoindre les rangs des combattants dans les montagnes pour « mener la lutte contre l'oligarchie et l'impérialisme américain ».

Les étudiants de Bogota, capitale de la Colombie, ont rappelé récemment leurs sentiments anti-américains lors de la visite de Rockefeller la semaine dernière : quatre étudiants sont encore détenus, une centaine ont été remis en liberté. En ce 5 juin, quarante prêtres espagnols ont été expulsés de Colombie pour avoir participé à de récentes manifestations estudiantines dans la ville de Monteria. Mais le problème de la lutte armée contre le pouvoir central se pose à un autre niveau et ne s'éclaire que dans le cadre de l'histoire et de l'économie de la Colombie.

Dans Bogota, si quelques gratte-ciels et quelques banques aux capitaux nords-américains s'accompagnent de quelques rues animées et commerçantes, à l'opposé, les bidonvilles « classiques » des pays d'Amérique latine y développent leur misère.

(On se souvient que lors de la visite du Pape, l'an dernier, la police avait ramassé et fait disparaître, momentanément, tous les jeunes mendiants qui abondent dans la ville, afin que le Pape ne voit pas « çà ». Ils ont repris leur place.)

Mais la campagne colombienne offre un spectacle particulièrement misérable et rétrograde.

L'économie de la Colombie est une économie coloniale essentiellement agricole, avec des cultures tropicales dans les vallées (café, canne, coton) et de vastes plantations de bananes appartenant à la United Fruit Co.

Le commerce dépend pour 55 % des Etats-Unis : les importations (produits industriels) dépassent légèrement les exportations, constituées de produits naturels du pays.

Malgré l'existence de ressources non agricoles comme le pétrole et des minerais comme l'or, le platine, l'émeraude — dont l'exploitation est assurée par le Choco Pacifico Company au capital nord-américain, l'économie colombienne continue à dépendre de sa production de café dont la moitié est acheminée sur les Etats-Unis : si le cours du café descend d'un cent la livre à New-York, l'économie colombienne perd 8 millions de dollars.

De 1954 à 1964, le cours du café est tombé de 80 cents à 48 cents.

Le problème de la réforme agraire est un des problèmes cruciaux à résoudre. Avec les semblants de réformes avancés dans la dernière décennie, il y a actuellement : 3 % des propriétaires qui possèdent 70 % des terres.

750.000 paysans sont sans terre.

325.000 « minifundios » ont moins d'un hectare et 325.000 autres en ont moins de deux à cultiver pour vivre.

L'espérance de vie n'y atteint pas 54 ans.

La situation économico-sociale y est explosive comme dans toute l'Amérique latine. Début octobre 1968, le gouvernement dénonçait l'existence d'un plan subversif dans les principales villes colombiennes, avec prévision de grèves dans les régions pétrolifères et dans les universités. Mais ce « complot » devait lui permettre de justifier une fois de plus ses mesures répressives.

Les luttes armées

La Colombie a une longue tradition de lutte armée. Des « Républiques indépendantes » ont existé sous l'impulsion de cadres du Parti Communiste mais ont été décimées en 1964, au cours d'une attaque menée militairement — avec des conseillers de la C.I.A. dit-on — par l'armée gouvernementale pour les liquider.

Cependant il existe encore trois zones dites d'« insécurité », au nord, au sud, et à l'ouest de Bogota, qui ne peuvent être réduites par l'armée.

En Colombie, le mouvement guérillero relève d'une longue tradition qui remonte aux années 1930, qui virent apparaître des groupes de paysans avec des revendications agraires dont l'action était animée par des communistes. Le parti communiste colombien créa, à l'époque, une zone dite « rouge » sous son contrôle. A l'époque, il avait une ligne « dure » qu'il abandonna rapidement pour apporter son soutien au président libéral.

De 1948 à 1958 une lutte armée, particulièrement violente, opposa libéraux et conservateurs faisant 300.000 morts, pour se terminer en 1958 par la formation d'un gouvernement de coalition formé de conservateurs et de libéraux : un accord existe entre eux pour gouverner chacun à leur tour.

Mais à la fin de cette guerre, des zones d'« auto-défense » furent organisées contre le pouvoir central, soutenues par le parti communiste colombien qui voyait là la possibilité d'un développement « pacifique » sous un régime de répression.

L'apparition de « mouvements » et de guérillas va caractériser les années 1959-1960 :

Créé en 1959, le M.O.E.C., Mouvement ouvriers, étudiants, paysans, tente en 1961 de porter la guérilla dans le Cauca. Mais il sera décimé par l'armée et à notre connaissance, il n'a, à l'heure actuelle, qu'une activité réduite.

Depuis 1964, le gouvernement central et l'armée colombienne consacre la majorité de leurs efforts dans la lutte contre les guérillas. Après la mise en application du plan gouvernemental Laso qui se traduisit militairement par des bombardements et des assauts de troupes spécialement formées dans la contre-guérilla, contre la République indépendante de Marquetalia, les guérilleros durent se replier. Mais échappant à l'anéantissement ils devaient se regrouper et commencer par déclarer que la tactique de l'« autodéfense », chère au Parti communiste, était morte, qu'ils passaient à la tactique dite de « mouvement ».

En fait leur faiblesse numérique et leur isolement par rapport à la population leur imposait une tactique basée essentiellement sur la « mobilité » pour échapper à la répression.

Le Parti communiste colombien a, pour sa part, adopté une politique législative. Il considère l'alliance avec l'aile libérale de la bourgeoisie comme un objectif efficace dans le cadre légal — malgré une réalité qui démontre le contraire.

Où en est la lutte armée ?

Cependant, on peut compter actuellement trois foyers de guérillas.

Deux fronts de guérilla opèrent actuellement au nord-est de Bogota, dirigés par l'armée de libération nationale (E.L.N.). Créée en 1965 par un groupe de dix-huit paysans regroupés autour de Fabio Vasquez, elle est considérée comme « gauchiste » par le Parti communiste. Elle a remporté un certain nombre de succès, mais elle est talonnée par l'armée gouvernementale.

Un troisième front existe depuis 1967, dans le Haut-Sinu, créé par des éléments dits prochinois.

La lutte armée y fut précédée, là, par un certain travail politique : des éléments de ce futur foyer montèrent dans la montagne créant des écoles gratuites, des services de soins médicaux, etc., afin de gagner la confiance des paysans. Puis, la lutte armée fut entamée.

Là, comme pour les autres foyers, l'armée gouvernementale n'a pas réussi à les écraser. Cependant elle arrive à les contenir et surtout les empêche de s'étendre.

Les guérillas et l'action révolutionnaire

La tragédie de ces guérilleros réside, pour eux-mêmes, tout d'abord dans l'isolement qui les entoure et qui les empêche d'avoir des perspectives.

Camillo Torres, tué en 1966, au cours d'un engagement militaire, avait tenté de réaliser la liaison entre la lutte armée et les masses de travailleurs.

De mai à septembre, Torres s'adressa à des foules considérables, parlant un langage simple aux masses urbaines « inorganisées » et paysannes.

Mais Camillo Torres ne réussit pas à créer une organisation de masse. Ce n'était que par son rayonnement personnel qu'il emportait l'adhésion des masses. Avec sa mort devait disparaître cet élan.

La voie de la révolution socialiste en Colombie passe là, comme ailleurs, par la capacité de ses meilleurs combattants à réaliser le Parti révolutionnaire, ayant ses racines dans la classe ouvrière et agissant pour les intérêts de la révolution socialiste mondiale.

Liberté pour Hugo Blanco

PARCE qu'il s'était élevé contre la sanglante dictature qui règne dans son pays, parce qu'il avait choisi le camp des exploités contre celui des exploiteurs, parce qu'il avait organisé dans des syndicats les paysans sans terre de la vallée de la Convención, le militant révolutionnaire péruvien Hugo Blanco est en prison depuis six ans.

Il subit une peine de prison de vingt trois ans, infligée par les bourreaux à la solde de la junte qui met en coupe réglée le pays. Mais pour les défenseurs de l'oligarchie terrienne, la prison ne suffit pas. C'est l'assassinat, la liquidation physique des opposants qui est leur objectif. Hugo Blanco, qui risquait de voir sa peine commuée en appel en condamnation à mort, n'a eu la vie sauve que grâce au mouvement de protestation qui s'est élevé partout, aussi bien dans son pays qu'à l'étranger.

Mais la junte n'a pas renoncé. La vie en détention est un véritable enfer. Le 21 août 1968, plusieurs détenus sont morts à la suite des mauvais traitements infligés par les tortionnaires qui leur servent de gardiens.

Aujourd'hui, nous apprenons qu'Hugo Blanco pourrait être transféré dans une prison de la région amazonienne. Quand on connaît les méthodes de la Junte, le pire est à craindre et c'est à juste titre qu'il faut s'inquiéter de ce transfert que rien ne justifie.

Plus que jamais, les amis d'Hugo Blanco, ses camarades et, d'une manière générale tous ceux qui réprouvent la dictature doivent veiller à ce que le crime ne soit pas commis. Plus que jamais, ils doivent exiger la libération d'Hugo Blanco et de ses camarades.

ni poher
ni pompidou
n'amélioreront le sort des travailleurs
8 millions de grévistes
en mai 68 étaient plus efficaces que
8 millions d'électeurs de gauche
au 1er tour
l'avenir est aux révolutionnaires
quelles sont, aujourd'hui,
leurs perspectives ?
meeting public
vendredi 13 juin 20 h 30
grande salle de la mutualité
organisé par
lutte ouvrière
participation aux frais : 2 f

Compo-Typo-Technic - ROQ. 02-95 — Roto Technic - Offset Aubervilliers